



HAL
open science

Inde : démonétisation et résilience

Kamala Marius

► **To cite this version:**

Kamala Marius. Inde : démonétisation et résilience. Images Economiques du Monde 2019, Géopolitique, Géoéconomie, Armand Colin, 2019, 10.1177/0020731418772465 . hal-02570099

HAL Id: hal-02570099

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02570099>

Submitted on 11 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Inde : Démonétisation et résilience Kamala MARIUS

Dans son rêve de transformer l'Inde en une économie dématérialisée (*cashless economy*) et d'en finir avec « l'argent sale » dans un pays où moins de 3% de la population paie l'impôt sur le revenu, le Premier ministre indien Narendra Modi a pris une décision radicale et violente, le 8 novembre 2016 à 20h : la démonétisation de 86% des billets en circulation, libellés en billets de 500 et 1000 Roupies, soit une réduction de la masse monétaire équivalente à 200 milliards d'euros (15 440 milliards de Rs) selon la Reserve Bank of India (RBI) (Quartz, 12 février 2018) ! Dans un pays où plus de 98% des transactions sont réalisées en liquide, la disparition de ces billets a eu pour conséquence de paralyser une économie essentiellement informelle pendant plusieurs mois. En effet les nouveaux billets de 500 Rs et 2000 Rs n'ont pas pu être distribués car les banques ont été totalement prises de court. En revanche en l'absence de billets, les populations les plus démunies dont les 450 millions de travailleurs du secteur informel (recensement de 2011) ne pouvaient plus consommer, des entreprises ont dû licencier leurs employés et la production a ralenti avec une croissance du PIB qui a chuté à 5,7% au second semestre de 2017.

Certes l'introduction de la TVA unique au 1^{er} juillet 2017 a poussé de nombreuses entreprises à déstocker massivement, d'où des soldes massives et inattendues de l'ordre de 40 à 60% sur tous les biens matériels au printemps 2017 et par conséquent ce ralentissement économique. La RBI a souligné que les petites entreprises avaient beaucoup souffert de la quasi-disparition des liquidités : début 2017, elles ont vu leur activité fondre de 58 % en moyenne. Une enquête de la State Bank of India a ainsi révélé que les trois quarts des commerces de rue accusaient une chute de 50 % de leur chiffre d'affaires, tandis que l'association nationale des industries manufacturières avouait s'attendre à une baisse momentanée de 60 % du nombre de postes dans son secteur, du fait de l'insolvabilité des clients et de l'incapacité des employeurs à verser les salaires hebdomadaires en liquide, comme ils en avaient jusqu'alors l'habitude (Le Monde, 1/3 2017).

Des millions de travailleurs du secteur informel, dont de nombreux migrants *dalits* du secteur agricole qui fonctionnent pour la plupart d'entre eux avec une avance sur salaire, ont perdu de nombreux mois de travail et de revenu et des filières d'activités entières (agriculture, artisanat, petits commerces de rue etc...) ont été paralysées par l'absence de cash¹. En d'autres termes, moins de 50 millions des quelque 500 millions de travailleurs du pays sont employés dans le secteur formel. Bien que le secteur informel emploie près de 93% de la main-d'œuvre indienne, il ne produit que 57% du PIB du pays, laissant les 6% des travailleurs du secteur formel générer 43% du PIB².

Est-ce la haine de classe ou encore l'habileté politique de Modi qui a su jouer la masse des gens pauvres et honnêtes contre les élites corrompues qui fait que le 30 août 2017, la RBI annonçait que les 99% des billets interdits à la circulation étaient

¹ Pour plus de détails, voir l'étude menée par l'Institut Français de PondichéryGuérin dans le Tamil Nadu, I., Lanos, Y., Michiels, S., Nordman, C. J., Venkatasubramanian, G. (2017). Demonetisation, Social Networks and Social Protection: Insights from Rural Tamil Nadu. *Economic and Political Weekly*, forthcoming.

² K. S. Mohindra and Subrata Mukherjee, Can Short-term Economic Policies Hurt the Health of the Poor? Demonetization in India, *International Journal of Health Services* 0(0) 1–13, 2018
DOI: 10.1177/0020731418772465 journals.sagepub.com/home/joh

revenus dans les caisses ? Pour les membres du parti d'opposition (Congrès), cette démonétisation aurait finalement permis d'une certaine manière de blanchir la quasi-totalité de « l'argent sale » dont disposaient les réseaux mafieux et autres fraudeurs à l'impôt (Indian Express, 30/8/2017). Certes il faut préciser qu'en Inde, les richesses illégales sont plutôt converties sous forme d'actifs physiques comme l'or, les bijoux et l'immobilier ou sont dans des comptes bancaires à l'étranger. En fait, les dépôts des anciens billets étaient limités à 250 000 Rs (3289 euros) par personne et au-delà, les banques étaient sommées de prévenir le fisc. Pour éviter cela, les familles aisées n'ont pas hésité à faire appel des familles modestes, notamment à leur nombreuse domesticité pour aller rendre les vieilles roupies par paquet de 250000 Rs.

En dépit de la démonétisation et la mise en œuvre de la nouvelle *Goods and Services Tax*, l'économie indienne a montré des signes de reprise ces derniers mois, portée par l'industrie manufacturière et la demande des consommateurs. La croissance indienne a continué de s'accélérer au dernier trimestre de l'exercice budgétaire 2017-2018 (clos en mars), à +7,7% sur un an et un chiffre supérieur aux attentes des économistes de la Banque Mondiale ou du FMI ou des agences de notation qui se réjouissent du « succès des réformes ». Selon eux, la démonétisation et sa longue réforme de la GST constituent une étape dans la lutte contre la corruption et l'Inde serait enfin prête à récolter les fruits des ajustements macro-économiques. La « remonétisation » du pays tend de plus en plus en une évolution vers les transactions en ligne, ce qui ouvre la voie à une explosion des paiements électroniques et de l'e-commerce, principalement par le biais des terminaux mobiles . De plus, les initiatives de grande ampleur comme le système d'identification biométrique Aadhaar (IEM, 2018), le programme d'intégration financière pour les plus pauvres « Jan Dhan » (comptes basiques destinés aux Indiens les plus pauvres) et l'application de paiement mobile « Bharat Interface for Money ») posent les bases d'une croissance accélérée de l'économie numérique en Inde.

Les entreprises déposent leur argent dans les banques et les autorités fiscales ont déclaré en août 2017 qu'elles avaient enregistré 5,6 millions de nouveaux contribuables. Faute d'avoir accès aux nouveaux billets rapidement, les Indiens - du moins ceux qui possèdent un téléphone (un milliard de téléphones) et Internet- ont dû recourir à des nouveaux modes de paiement qui ont fait le bonheur des groupes spécialisés dans le domaine qui connaissent un essor sans précédent comme en témoigne l'émergence de centaines de start-up en compétition dans le domaine du prêt, des paiements, de l'assurance etc... Ces innovations ont engendré une hausse du volume des paiements électroniques au cours de l'exercice 2016-2017 de 55 % par rapport à l'exercice précédent contre 28 % en moyenne au cours des cinq dernières années (Les Echos, 10/8/2017). Même si les programmes gouvernementaux ont été à l'origine de l'augmentation du nombre de comptes bancaires, le nombre de personnes ayant des comptes bancaires se maintient à un peu plus de 50 %, la majorité des nouveaux comptes restant vides. Les femmes souvent en perte d'emploi restent les plus pénalisées car elles ne disposent toujours pas de comptes bancaires pour diverses raisons : le manque de connaissances bancaires, les difficultés d'accès aux banques (autorisation du conjoint nécessaire) et le contrôle de leur conjoint sur leur revenu...

En avril 2018, l'Inde a dû faire face à nouveau à une pénurie de liquidités pour des raisons encore mystérieuses, preuve que les transactions en liquide et la résilience du peuple indien ont de beaux jours devant eux.

